

Un chercheur scrute la dynamique d'implantation

Michèle Leroux

Il y a deux ans, le ministère de l'Éducation décidait d'investir 125 millions \$ dans un programme appelé *Agir autrement* visant à contrer l'échec et le décrochage scolaire au secondaire, en milieu défavorisé. Dans cette couche de la population où la monoparentalité se conjugue le plus souvent avec sous-scolarisation et pauvreté, le taux de décrochage frisait en 2000-2001 les 37 %, soit 10 % de plus que la moyenne nationale. Les derniers chiffres indiquent qu'en 2003, plus de la moitié des garçons (51,1 %) n'ont pas réussi le secondaire en cinq ans, une véritable catastrophe.

Le projet *Agir autrement* faisait le pari de soutenir les écoles des milieux défavorisés afin qu'elles persévèrent, retiennent les jeunes et fassent le choix de ne pas les laisser tomber, en dépit des conséquences, comme celle de voir la moyenne quant aux notes en souffrir et récolter ainsi le bas du palmarès annuel. Ce tournant majeur visant à endiguer une situation alarmante repose sur un virage passablement radical quant à l'autonomie laissée aux écoles, aux enseignants et aux intervenants dans l'élaboration du diagnostic et des moyens à mettre en place pour corriger le problème.

Chacune de leur côté, les écoles faisant partie du programme ont d'abord dû faire l'analyse de la situation et élaborer un plan d'action à l'échelle locale. Encadrement, titulariat, monitorat, classes particulières, stages, liens avec les familles, tous les moyens peuvent être explorés. Malgré la grande liberté d'action accordée, les écoles doivent toutefois rendre des comptes et ajuster leurs actions tout au cours de la démarche qui s'étale sur cinq ans.

Professeur au Département d'éducation et de formation spécialisées et membre du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES), Jean Bélanger est co-responsable de l'évaluation de la mise en œuvre locale du projet *Agir autrement*, avec son collègue François Bowen de l'Université de Montréal. L'équipe à qui le MEQ a confié l'évaluation est sous la direction de Michel Janosz, professeur à l'École de psychoéducation de l'Université de



Photo : Michel Giroux

Jean Bélanger, professeur au Département d'éducation et de formation spécialisées.

Montréal et chercheur au CRIRES. «Il s'agit du plus gros chantier d'évaluation en éducation au Québec», signale M. Bélanger.

Si l'expertise de M. Bélanger quant à l'évaluation des programmes a pris naissance dans le contexte des organismes de santé publique, elle n'en continue pas moins, dans le domaine de l'éducation, de toucher les mêmes problématiques telles la prévention de la violence chez les jeunes, l'organisation des services offerts aux jeunes ayant des troubles d'ordre comportemental et la prévention du décrochage scolaire.

«Ce qui m'intéresse, c'est que les interventions réussissent, qu'elles donnent des résultats. Après quelques années à évaluer les pratiques, j'ai réalisé que je voulais vraiment les influencer, ces pratiques. C'est pour cette raison que j'ai décidé d'orienter mes énergies vers la formation initiale des maîtres, ce qui m'a amené à l'UQAM.» Où il prépare d'ailleurs les futurs enseignants, tant ceux en adaptation scolaire que ceux qui se destinent à l'enseignement régulier au secondaire, face à la réalité des troubles de comportement.

Une affaire de conviction

Implanté en 2002, le programme *Agir autrement* touche 196 écoles secondaires situées en milieu défavorisé, soit plus de 100 000 élèves. «Chaque école est maître d'œuvre de son plan d'intervention. Les réalités socioculturelles et socioéconomiques diffèrent suffisamment pour que ce soit pertinent de donner au milieu la liberté de choisir ses actions, dans la mesure où la démarche est rationnelle», estime le professeur.

Le fait que le programme ne soit pas prédéterminé pose un défi de taille à l'équipe d'évaluation, qui doit offrir son soutien à la mise en œuvre des interventions et transférer de façon régulière les constats tirés des analyses des données recueillies. L'évaluation s'effectue avec différents outils, d'abord à l'aide d'un questionnaire auquel les 196 écoles ciblées doivent répondre, puis de cahiers de bord en ligne, un outil complété par un échantillon de 70 écoles qui y décrivent les actions mises en œuvre. Dans le cas de 20 écoles sélectionnées, des entrevues avec les directions d'école, l'équipe de pilotage du plan d'action (enseignants, professionnels) et même des élèves

s'ajoutent. La somme d'informations colligées étant énorme, l'équipe travaille avec Pierre Plante, analyste programmeur à la Faculté des sciences humaines, en utilisant le Guide expert ATO, un logiciel d'analyse textuelle.

«Jusqu'à présent, le taux de réponse au questionnaire avoisine les 83 %, ce qui n'est pas mal», constate M. Bélanger. Dans l'analyse des données colligées à ce jour, ce qui importe pour le chercheur, c'est de comprendre la dynamique d'implantation.

«Le gros problème tient à ceci : on a beau avoir un véritable petit bijou d'intervention au plan technique, si les enseignants ne sont pas convaincus de sa nécessité, s'ils n'en veulent pas, ou s'il y a des pressions syndicales, les changements de pratique seront très difficiles à implanter. Le milieu de l'enseignement est conservateur, ce qui est normal, car il reproduit la société... Si on ne lève pas les facteurs qui empêchent l'implantation de changements, alors toutes les propositions vont rester sur les tablettes... On pense beaucoup au produit technique et on oublie tout l'aspect humain. Moi c'est ça que je regarde.»

Le temps manque aux enseignants,

aux intervenants et aux directions d'écoles, constate le chercheur. «Même s'ils sont d'accord avec les principes, ils n'ont pas le temps d'y réfléchir. Et s'ils le prennent, ils doivent le faire en surtemps. Un psychologue qui déjà n'arrive pas à répondre aux besoins ne veut pas réduire les services!» Il y a également de sérieuses hésitations à mettre de l'argent dans la réflexion plutôt que dans l'aide directe.

Selon M. Bélanger, les choses semblent mieux se dérouler là où la concertation est déjà forte et là où l'approche technocratique n'a aucune emprise. «En période de changement, il est aussi important de laisser sortir les controverses, les divergences. Tous ne voient pas les choses de la même façon. Il faut des lieux pour s'exprimer.»

S'il est beaucoup trop tôt pour porter un jugement sur l'implantation du projet *Agir autrement* et son éventuel succès, la plus grande crainte de M. Bélanger semble écartée. «Je craignais surtout que l'on pense plus au papier qu'aux jeunes. Ça n'a pas l'air d'être le cas», conclut le professeur, encouragé, en dépit de l'immense défi qui reste à relever ●